

Le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

9^{ème} ANNEE — N° 110

30 août 12 septembre

LE NUMERO :

0,50 F

"Scandales financiers" ? Le scandale, c'est le Capital !

L'affaire de la Garantie Foncière émeut les journaux bourgeois et soulève l'indignation le cœur des petits-bourgeois : l'ampleur des irrégularités et la "paresse" de l'Etat à contrôler les sociétés de placements immobiliers donnent au citoyen, dit le Monde du 14-7 une "impression désagréable". Mais cet honnête citoyen suffoqué par "l'insolence de l'argent" (même article) sera tout de même rassuré : "Rives-Henrys enfin inculpé !", triomphe l'Humanité du 20 juillet. L'Etat va sévir, et l'UDR laisser frapper un ou plusieurs de ses fils. Comme toujours dans ce genre d'accès de fièvre, la sacro-sainte religion de l'Etat-arbitre n'est entamée que pour être aussitôt pansée et remise sur pied par les soi-disant opposants : il y a scandale, mais puisque le gouvernement en parle, allons, tout n'est pas perdu pour les honnêtes gens...

En réalité, cette "affaire", et la publicité qui l'entoure ne viennent pas d'un sursaut de conscience du capital honnête devant le spéculateur insolent, ni simplement, comme le suggèrent les journalistes, d'une lutte sournoise des Indépendants de Giscard contre la trop gourmande UDR. Comme toujours, derrière la façade, le fond est économique. Les ambitions du VI^e Plan le récent rapport Baumgartner sur le marché des sections, les déclarations des représentants des banques dans des journaux comme Le Figaro, montrent que ces belles colères contre les profits excessifs et les opérations risquées servent une tentative pour contrôler la petite et moyenne épargne, pour la détourner de ces formes de placement à revenu fixe où elle s'était engouffrée depuis quelques années, vers les secteurs productifs des industries en expansion qui ont le plus grand besoin : "il faudrait, dit le Monde du 10-7 augmenter de moitié, en 5 ans, le flux de l'épargne qui s'investit en actions de sociétés pour assouvir la fringale de capitaux de l'économie française". Ce qui signifierait également ramener ces capitaux sous la coupe des grandes banques "régulières" : l'honnête grande banque (Rothschild, la Banque de Paris et des Pays-Bas, etc.) s'est empressée, dès les débuts de l'affaire, de proposer de sauver les petits épargnants en prenant les parts des sociétés immobilières... et en réduisant les intérêts de moitié (morale oblige !). Plus généralement, l'Etat, qui représente les intérêts généraux du capital, essaie de discipliner, en cas de danger, les secteurs anarchiques et proliférants comme l'immobilier ; mais cette tendance est toujours combattue par les tendances centrifuges des différents capitaux : concurrence et concentration, monopole et conflits entre secteurs industriels et financiers coexistent en se combattant, comme l'avait montré Lénine, après Marx, dans la phase impérialiste de la domination bourgeoise.

Certes, les marxistes ne doivent pas se priver d'expliquer à partir de ces "scandales", qui reviennent régulièrement, la nature du régime capitaliste : "mise à nu sans précédent !", disait Engels du scandale de Panama en 1892 "quelle base d'opération pour une campagne socialiste !". Mais cette affaire ne sert actuellement aux partis opportunistes que de prétexte à des débordements de vociférations petites-bourgeoises. Le PCF en tête exprime sa surprise douloureuse : le député Rives-Henrys est "trop compromis" pour "prétendre plus longtemps à la représentation de la population parisienne à l'Assemblée" (Humanité du 15-7), sa démission sera "une première mesure de sauvegarde". Quant à ceux qui exploitent les "dividendes" normaux, les revenus des propriétaires sont, eux, signes de prospérité la population parisienne. Quant à l'UDR pour chasser Rives-Henrys de ses

rangs ? " dit encore l'Humanité. C'est-à-dire que l'UDR serait alors un parti digne et salubre ? !

La vraie leçon communiste dans ces cas-là, s'oppose toujours à la pleurnicherie petite bourgeoise. Elle montre que ces "scandales" ne sont pas des exceptions regrettables plus ou moins fréquentes, mais comme le disait Paul Lafargue à propos de Panama : le "pain quotidien" du règne de la bourgeoisie.

D'une part, aucune loi contre le cumul des fonctions (à supposer qu'elle soit jamais votée...) ne pourra empêcher l'enchevêtrement congénital entre le monde des affaires et le "monde parlementaire" dans une république bourgeoise. D'autre part, toute l'économie marxiste démontre que la spéculation, si "improductive" qu'elle paraisse, est une nécessité en régime capitaliste : du moment que l'argent peut être thésaurisé, prêté avec intérêt il va, d'un mouvement irrésistible, indépendamment de toute mauvaise volonté particulière vers les placements les plus rentables : dans ces conditions, les limites entre l'honnêteté et l'escroquerie, entre le vice et la vertu, ne dépendent que de la plus ou moins grande souplesse des lois. Partout où il y a argent, la même tendance se manifeste : le capitalisme occidental sacrifie périodiquement son Rives-Henrys, ou son Lesseps dans l'affaire de Panama ; de même, on voit le jeune capitalisme Russe condamner tous les 2 ou 3 ans son spéculateur... sans être moins capitaliste pour cela !

La leçon communiste consiste également et surtout à montrer que l'entreprise qui fait des bénéfices énormes comme celle qui semble n'en faire aucun, comme la très morale Régie Renault, d'après son dernier bilan, ne se nourrit toutes que de travail accumulé, c'est-à-dire de plus-value extorquée aux salariés, que le maigre bénéfice extorqué aux salariés d'une petite entreprise agonisante n'est pas pour la classe opprimée, plus "propre", quelle que soit la moralité personnelle de celui qui l'extorque, que les millions de tel ou tel spéculateur chanceux. Elle montre enfin qu'il ne s'agit pas d'unir les exploités avec les braves et honnêtes petits exploités contre les grands requins, ou dans une lutte vaine et rétrograde contre la démolition du vieux Paris ; mais bien de redonner son programme de classe au prolétariat à la seule force capable de balayer non seulement les Rives-Henrys et les Frenkel, mais aussi tous leurs frères capitalistes "honnêtes", ainsi que tous les politiciens, juges, flics et propagandistes entretenus très officiellement par le capital pour surveiller la classe ouvrière et la réprimer. Pour cela, il ne suffit pas de s'en prendre à tel ou tel individu de la grande famille bourgeoise : il faut détruire les rapports de production capitalistes, le salariat et la monnaie qui l'engendrent inévitablement.

"Lutte Ouvrière" : Plus bolchevik que les bolcheviks !

L.O. (N° 153) nous donne la définition suivante du révolutionnaire : « Un socialiste, un révolutionnaire lutte pour une vie humaine c'est-à-dire la plus consciente possible, donc la plus libre possible. « La recherche de l'inconscience dans tout comportement quel qu'il soit est un renoncement à tout leur programme, et finalement à tout ce qui les distingue de ceux qui profitent et de ceux qui subissent sans réagir cette société ». On l'a deviné, il s'agit de condamner l'usage de la drogue chez les révolutionnaires. Pour cela L.O. distingue trois groupes dans la société : il y a ceux qui exploitent, ceux qui subissent, et... ceux qui savent ceux qui sont conscients, l'Avant-Garde en bref.

Minorité aseptisée, imperméable aux influences extérieures, l'avant garde ne subit pas, ELLE SAIT et forte de sa perspective, exige la même lucidité de l'ensemble de ses membres. La drogue ne peut être dès lors qu'un manque de perspective... « Si aucune exploitation abrutissante n'y est dictée en cause, « le mal du siècle » le snobisme ou le simple goût des sensations fortes d'une jeunesse « sans perspectives, voire un peu « révoltée contre cette triste société, suffisent ». Un peu de révolte conduit à la drogue beaucoup de révolte conduit à L.O.

L'auteur de l'article n'explique cependant pas comment on devient révolutionnaire si la condition en est précisément la conscience qu'on n'atteint que par le militantisme. Il faut donc que le petit bourgeois ait le choix entre se détruire lentement et devenir révolutionnaire. C'est là que L.O. montre qu'elle n'a retenu de Lénine que l'aspect scolastique, ce qui amène la subtile distinction suivante : « Un ouvrier alcoolique et un petit bourgeois drogué sont tous les deux des déchets de la société bourgeoise, « le premier ayant pour excuse « de n'avoir peut être jamais eu « l'alternative et le second jouant « son rôle, en solitaire, dans la « symphonie de l'exploitation et

« de l'avalissement d'une partie « de la société par l'autre ». L'ouvriérisme fait dire de belles conneries ; et le malheureux petit bourgeois qui forme le gros des troupes de L.O. se voit exiger une vertu surhumaine : on lui demande d'abandonner des comportements liés à l'oppression sociale avant que cette oppression n'ait disparu, et même comme condition à sa disparition. Son origine indigne lui vaut, dans la bonne tradition chrétienne, un chemin épineux. Il est vrai qu'on va lui apprendre qu'il n'est pas exploité au sens marxiste du terme, et cette découverte paye bien des sacrifices.

Toute la conception trotskiste de la révolution se retrouve en filigrane : il faut que « ceux qui subissent » prennent conscience de l'exploitation dont il sont l'objet. Or les seuls vrais exploités sont les ouvriers industriels dont on sait depuis « Que faire » qu'ils ne peuvent atteindre qu'une conscience « trade-unioniste ». D'où le rôle de l'avant garde composée de techniciens devant garder toute leur lucidité puisqu'ils en sont les uniques dépositaires, et n'ayant de surcroît aucune tentation de la perdre puisqu'ils ne sont pas « exploités ».

Que la vie puisse être aussi insupportable à un intellectuel qu'à un manuel, voilà qui dépasse l'entendement L.O. : tout acte de dé-

sespoir individuel est stigmatisé comme « petit-bourgeois » quand il se produit hors de l'usine, mais salué comme prolétarien quand il se déroule au dedans. Pire, l'indulgence des gauchistes vis-à-vis de la drogue est imputée à leur origine sociale, raisonnablement qu'on trouve habituellement dans les colonnes de « L'Humanité » plutôt que dans celles de L.O. : « Malheureusement ils (les gauchistes) ont en général beau-coup plus d'indulgence en ce « qui concerne la drogue proprement dite. Il faut dire que les « drogues sont plus « aristocratiques » que l'alcool et que la « consommation des diverses drogues, du moins les plus raffinées tel le LSD se rencontre surtout dans les milieux petits bourgeois ou déclassés ».

Il n'est pas dans notre propos de discuter du caractère « aristocratique » de la drogue ou « prolétarien » de l'alcoolisme, il serait facile de montrer que la consommation de masse de la drogue n'a rien à voir avec les expériences ultra minoritaires du siècle dernier. Si L.O. s'imaginerait que la classe ouvrière sera épargnée, l'exemple des USA devrait suffire à détruire ce mythe. Ce qui est grave dans la vision trotskiste c'est qu'elle pose le militant comme extérieur à la réalité sociale. On n'exorcise pas plus la drogue que le stalinisme, prendre pour principe que le stalinisme est un phénomène d'état major ou que la drogue est bonne pour les petits bourgeois, constitue un exemple typique de fuite devant la réalité.

Pour le trotskiste la révolution est une question de conscience, quoi de moins étonnant que le

(Suite page 4)

SOUDAN : La bourgeoisie remercie ses valets

Fin juillet, à suite d'un contre-coup d'Etat sanglant, les dirigeants du P.C. soudanais étaient décimés. Après les massacres de « communistes » d'Irak et d'Indonésie, de Syrie et d'Egypte, la terrible boucherie a une impression de « déjà vu ». Même « le Monde » du 28-7-71 ne peut s'empêcher de souligner : « Cette histoire tragique rappellera peut-être quelques souvenirs aux plus âgés des dirigeants soviétiques. Il y a une quarantaine d'années, Staline avait ordonné aux communistes chinois de s'intégrer au Kuomintang de Tchiang-Kai-Chek qui, lui aussi, luttait contre l'impérialisme : la collaboration s'acheva par un massacre ».

Il n'y a là nul accident historique. Notre parti a dénoncé en son temps, dénoncera sans cesse, cette désastreuse tactique de collaboration de classe.

« PRODUIRE D'ABORD »...

Dès 1964, le P.C. soudanais participait à la création d'un « Front national » dont le seul nom vaut tout un programme : mobilisation de la classe ouvrière pour la mettre au service de l'économie soudanaise. C'est par son contrôle de l'organisation syndicale qu'il va pouvoir remplir son rôle « Une des dernières initiatives importantes (du syndicat fut, le 1^{er} mai dernier, la tenue d'une conférence syndicale soudanaise où les militants furent appelés à soutenir le plan quinquennal de développement élaboré par le gouvernement dans les années « 69-70 » (Gibert Julis dans « La Vie Ouvrière » du 4-8-71). Cette politique de soutien aux

plans de la bourgeoisie, nous la connaissons bien : c'est le « Prolétaires, retenez vos manches » de la Libération. Nos staliniens d'hier et d'aujourd'hui sont en effet les meilleurs défenseurs de la construction nationale : « Le plan quinquennal prévoyait notamment une extension des nationalisations » (G. Julis, ibidem). Ça, c'est pour la démagogie : à la porte les patrons qui en met-

tent plein leurs poches ! Mais la préoccupation essentielle de ces messieurs, c'est la production nationale : « La nouvelle loi prévoyait la participation et l'intervention des syndicats dans le domaine économique sur les problèmes de la production tant au niveau national qu'au niveau de l'entreprise » (idem).

Le langage de toutes les C.G.T. du monde se ressemble : travailleurs, n'économisez pas votre sueur pour la grandeur nationale. C'est le langage de Thorez en 45, d'Allendé aujourd'hui.

Le mensonge de tous les P.C. est de faire accroire qu'il ne saurait y avoir de profits, donc d'exploitation, là où les entreprises sont nationalisées. Ce à quoi répondait Engels en 1883 : « La transformation des moyens de production en propriété d'Etat ne supprime pas la qualité de capital des forces productives. L'Etat moderne, quelle qu'en soit la forme, est une machine essentiellement capitaliste. Plus il fait passer de forces productives dans sa propriété et plus il devient capitaliste collectif « en fait, plus il exploite les ouvriers ».

(Suite page 4)

PERMANENCES DU PARTI

- ★ A PARIS : Tous les jeudis, de 19 h. à 22 h. Les samedis 11 et 25 septembre, de 15 h. à 19 h. Les dimanches 17 septembre et 1^{er} octobre, de 10 h. à 12 h., au siège du « Prolétaire », 8, rue Scipion (dans la cour à gauche), métro Gobelins.
- ★ A MARSEILLE : Tous les samedis, de 15 h. à 19 h., au siège du « Prolétaire », 7, Cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage).

Grande-Bretagne : Grèves au Chantier Naval de Cammel Laird

Nous publions ci-dessous un article rédigé il y a quelques semaines par de jeunes militants révolutionnaires d'Angleterre, à propos d'une grève dans un chantier naval de Liverpool. Groupés autour d'un organe paraissant régulièrement, « Class Voice », ces éléments s'efforcent de rassembler des énergies autour d'un programme marxiste révolutionnaire. Ce n'est pas là le moindre résultat de l'aggravation de la crise du capitalisme anglais que de voir surgir dans ce pays, terrain traditionnel du réformisme social-démocrate classique, des tentatives sérieuses pour retrouver les armes indispensables au prolétariat pour sa lutte anticapitaliste, à savoir la constitution d'un noyau fermement lié au programme de la révolution prolétarienne, le rejet des formes démocratiques et la revendication de la dictature du prolétariat.

Même s'ils sont encore isolés et faibles, ces éléments vont se renforcer en menant une lutte impitoyable contre les déviations anarcho-sindicalistes et les autres formes immédiatistes qui seules, en Angleterre comme ailleurs, s'offrent aujourd'hui à la classe ouvrière comme alternative à l'opportunisme.

L'article qui suit illustre parfaitement les traits généraux de la situation actuelle en Angleterre. Traquée par ses concurrents à l'échelle internationale jusque dans le domaine le plus représentatif de sa grandeur passée, l'industrie navale, la bourgeoisie d'outre-Manche n'a d'autre solution que d'accroître l'exploitation de son prolétariat pour survivre, puisque son appareil productif est suranné et incapable d'être un outil valable pour extraire une plus-value suffisante. Son allié fidèle de toujours, l'appareil bureaucratique syndical, longtemps en position d'apparaître aux yeux des ouvriers comme susceptible d'obtenir des réformes, est du même coup contraint de dévoiler son véritable rôle : celui de chien de garde du Capital, en prenant ouvertement position contre les intérêts immédiats des ouvriers.

La lutte menée au chantier Cammel Laird relatée plus loin n'est ainsi qu'un épisode localisé, dont l'actualité nous offre presque tous les jours de nouveaux exemples, aux répercussions plus ou moins importantes.

C'est le cas en ce moment de l'agitation provoquée à l'échelon, cette fois, national par l'annonce de la fermeture prochaine des énormes chantiers navals de la Clyde, en Ecosse. Le gouvernement britannique, aujourd'hui conduit par les conservateurs, n'entend plus subventionner, comme l'avaient fait les travaillistes depuis 1965, un groupe de chantiers navals dont la rentabilité n'est plus assurée. C'est la loi inexorable du capitalisme d'abandonner les branches d'industries où le taux de profit est descendu largement au-dessous du taux moyen, et le gouvernement bourgeois, de quelque teinte politique qu'il soit, n'a pas d'autre politique que d'obéir aux impératifs économiques du Capital. Si la bourgeoisie anglaise a longtemps hésité à prendre des mesures aussi draconiennes — la fermeture des chantiers — c'est davantage par crainte des remous sociaux que cette mesure entraîne que pour des raisons de mauvais choix économique, comme le prétendent aujourd'hui les adversaires des projets de fermeture.

Le taux de chômage, déjà très élevé dans l'Ecosse (près de 7 %) bondira à plus de 15 %, une fois 5.000 ouvriers congédiés. Le gouvernement travailliste avait espéré sauver les chantiers, en obtenant, grâce à la collaboration des syndicats, que la productivité monte à un point tel que le handicap de l'équipement désuet soit surmonté et que donc les chantiers demeurent compétitifs. L'histoire de ces dernières années a démontré l'échec de cette tentative : la région de la Clyde, siège traditionnel d'une très grande combativité ouvrière, a vu une résistance acharnée des ouvriers, en dépit du corset étouffant des syndicats, aux mesures de rationalisation. L'intérêt national, au nom duquel les appareils politiques et syndicaux de la classe ouvrière, ont voulu, comme d'habitude, soumettre les ouvriers en augmentant leur taux d'exploitation, n'a pu faire oublier à ces derniers la nécessité de défendre leurs maigres conditions de survie.

Aujourd'hui, la bourgeoisie a remis les rênes du pouvoir aux conservateurs, leur dictant les mesures « d'assainissement économique » inévitables, forcée ainsi de prendre le risque de mouvements sociaux importants. Mais la réplique imaginée par les travaillistes et les syndicalistes officiels est caractéristique de leur fonction authentique et permanente de défenseurs acharnés du Capital. En effet, dès les mesures de fermeture des chantiers annoncées — un liquidateur désigné pour assurer la finition des navires encore en cours de construction — des mots d'ordre d'occupation des chantiers ont été lancés aux ouvriers. Les responsables syndicaux ont eu l'audace de présenter cette occupation comme un essai de contrôle ouvrier sur la production. Le résultat ne s'est pas fait attendre : la paie des ouvriers ces dernières semaines augmentée, substantiellement grâce aux primes de productivité normalement prévues. C'est précisément ce que voulait les traitres bureaucratés ; par l'illusion d'un contrôle, ils ont arraché davantage de plus-value aux ouvriers des chantiers.

La trahison de l'opportunisme politique et syndical est désormais patente. Sous prétexte de renouer avec des traditions et des formes de lutte que le courant communiste authentique a précisément ardemment combattues dès leur apparition — il suffit de rappeler les grèves avec occupations des usines de l'Italie du Nord en 1919, que la bourgeoisie a très habilement laissé faire, sachant bien que ce mouvement s'épuiserait de lui-même, sans direction révolutionnaire s'attaquant au pouvoir d'Etat — les chefs syndicaux du T.U.C. et du parti travailliste (Wilson en tête s'est rendu sur la Clyde pour prendre la direction des occupations pacifiques) ont délibérément fixé cet objectif contre-révolutionnaire aux ouvriers des chantiers menacés de fermeture. Ces derniers sont ainsi amenés à faciliter le travail de liquidation des commandes, et à se surexploiter volontairement eux-mêmes. La trahison criante de leurs chefs ne manquera pas de s'imposer très vite aux ouvriers réduits bientôt au chômage et à la misère. Les ouvriers de la Clyde réaliseront dans un proche futur que les tentatives d'auto-gestion et de contrôle ouvrier sur la production ne sont pas de nature à effrayer la bourgeoisie, et donc à la faire céder. Une autre leçon doit être tirée par les meilleurs éléments d'avant-garde : aider à la création de l'organisation révolutionnaire que les jeunes militants dont nous avons parlé au début s'efforcent de construire.

L'industrie britannique des chantiers navals a toujours connu des hauts et des bas, plus marqués que dans n'importe quelle autre industrie, tant dans son activité qu'en matière d'emploi. C'est ainsi que dans les années 30, le chômage dans les chantiers navals avait atteint près de 60 % du total de la main-d'œuvre. Historiquement, la seule issue pour sortir de l'impasse a toujours été d'introduire des améliorations techniques. La Grande-Bretagne a appliqué cette thérapeutique jusqu'à l'éclatement de la dernière guerre. Puis, grâce au conflit impérialiste et jusqu'en 1949, sur 5 tonnes de navires construits dans le monde, 2 tonnes étaient produites dans les chantiers anglais.

Mais à partir des années 50, les capitalistes de ce pays ont progressivement cessé d'investir leurs produits dans le rajeunissement de cette branche de production, et la concurrence japonaise, suédoise et allemande a dépassé alors la production de l'Angleterre. Entre 1950 et 1960, la part du tonnage mondial de navires construits dans les Iles Britanniques s'est trouvée ramenée des 2/5^e au dixième et même au vingtième. Telle était la situation que le gouvernement travailliste a trouvée en arrivant au pouvoir en 1964, et qu'il a tenté de redresser en injectant des crédits de modernisation aux chantiers navals : puisque les patrons ne voulaient plus investir leurs profits dans cette branche, et pour conserver à la nation cet outil de sa grandeur ex-impériale, le gouvernement a alors dispensé largement des dizaines de millions de livres sterling, tirés des fonds publics, à l'industrie navale au travers d'organismes de crédit flanqués d'office de rationalisation de la main-d'œuvre.

Les détenteurs d'actions se trouvaient ainsi subventionnés, tandis qu'en même temps les travailleurs étaient soit enfermés dans le carcan des contrats de productivité (la carotte pour les bonzes syndicaux comme Mac Garvey), soit purement et simplement congédiés.

La stratégie des conservateurs en matière de politique économique a rompu avec celle des travaillistes — distribution libérale de subventions publiques aux chantiers navals. Ils ont aboli les organismes de rationalisation et limité les crédits à un plafond si bas que l'opposition travailliste peut qualifier leur politique d'aide aux chantiers de totalement inadéquate. Privé de subsides, le patronat des chantiers se trouve livré à une concurrence étrangère acharnée : ses profits s'en trouvent diminués d'autant et ils sont ainsi devenus économiquement d'une fragilité extrême.

Pendant que conservateurs et travaillistes s'empoignent à propos de la loi d'aide aux chantiers, l'un des plus grands d'entre eux a décidé d'améliorer sa situation en s'attaquant aux salaires et aux conditions de travail de ses ouvriers. Le chantier de Cammel Laird à Birkenhead a été au cours des derniers mois le théâtre d'au moins deux luttes très dures. Dans les deux cas les patrons de Laird ont menacé de sacquer tous les ouvriers du chantier si les départements en grève ne s'inclinaient pas en abandonnant leurs revendications. Dans les deux cas, la direction a reçu l'appui complet des bonzes syndicaux, tant de gauche que de droite, contre leurs syndiqués en lutte. La lutte intéressait 85 chaudronniers travaillant dans un atelier. Ils ont cessé le travail pour 4 raisons :

1) pour la révision des taux payés à la pièce, ajustés pour la dernière fois en 1964 ;

2) les ouvriers de l'atelier de tôlerie recevaient la paie de la 3^e catégorie, alors qu'ils accomplissaient le travail normalement rétribué au salaire de 2^e catégorie ;

3) les chaudronniers accusaient la direction d'appliquer un plafond arbitraire à leur salaire basé sur le travail aux pièces ;

4) durant les négociations, Laird avait congédié 14 ouvriers, ceci en guise de réponse au problème posé par le salaire aux pièces.

Le 12 mai, la direction du chantier menaçait d'armer le navire et de le faire remorquer dans un autre port pour finition. Un certain Cave, responsable de la maîtrise, fait cette déclaration : « Nous devons prendre notre sort en mains ». Sûre de l'appui des syndicats elle était prête à fermer tout le chantier si la grève continuait. Mais les grévistes devaient tenir bon et ignorer autant les ordres du syndicat que les appels de Cave pour la reprise du travail.

Dans la huitième semaine de grève, le président du syndicat des chaudronniers entre en scène. Mc Carvey, bien connu pour ses discours enflammés sur la loi réprimant les grèves, vient tout spécialement à Birkenhead pour s'adresser aux grévistes. Il leur ordonne de reprendre le travail, et refuse aussi de verser les indemnités de grève. Son appel à la reprise est rejeté par un vote secret donnant 38 voix contre 20. Il recommande alors aux 20 partisans de la reprise de retourner au travail en les assurant de la protection du syndicat. En termes clairs, Mc Carvey, le militant gauche, la figure de proue du parti communiste leur enjoignait de jouer les jaunes vis-à-vis de leurs camarades de travail. Cette manœuvre souleva une tempête de protestation au cours de la réunion. Les délégués d'ateliers s'emparèrent de la tribune et les ouvriers unanimes décidèrent de

ne tenir aucun compte des dictats de Mc Garvey et de poursuivre la grève.

A la presse, Mc Garvey déclara sans ambages, en conclusion de l'incident : « Certains veulent interpréter la démocratie comme l'anarchie » et ajouta que « les grèves guerilla ont été une raison du déclin de l'industrie navale. Nous avons fait de notre mieux en tant que responsables syndicaux pour la remettre sur pieds. Mais en fait les chantiers Cammel Laird sont loin d'être tirés d'affaire ».

Le 26 mai, la direction congédia tous les grévistes en ces termes : « La société a été officiellement informée par les syndicats qu'aucune divergence n'existaient entre elle et ces chantiers ».

De ce fait elle n'avait pas d'autre choix que de priver de leurs fonctions les chaudronniers et les tôliers. Juste après cette déclaration, s'est tenue une réunion générale des 1.500 chaudronniers du chantier, assurant en conclusion les grévistes qu'aucun d'eux n'accepterait de prendre leur place. Entre-temps, le navire « C. P. Trader », un navire container, était remorqué à Cork pour finition. Mais ce n'est pas la fin car il risque d'être inscrit sur la liste noire des navires, et de ne pouvoir être réparé dans aucun port du Royaume-Uni, si la solidarité des syndiqués des autres métiers est effective. En tous cas, ce serait la seule réplique à donner à la monstrueuse alliance des patrons et des bureaucraties syndicales, appuyés par l'Etat bourgeois.

Khartoum

Après le massacre, un tour de valse

Les cadavres des exécutés de Khartoum étaient encore chauds que le gouvernement soudanais annonçait la prochaine signature d'un traité commercial avec la Chine, qui s'engage à réaliser un programme d'assistance portant sur une somme de 45 millions de dollars. De plus, le ministre des affaires étrangères du général Nemeiry, faisant état d'un message chinois à son chef de gouvernement déclarait : « Le gouvernement chinois confirme l'appui qu'il apporte au Soudan, d'abord dans notre lutte pour le maintien de notre indépendance, et ensuite pour le développement de notre pays dans l'indépendance ». Spectaculaire diplomatie ! Le gouvernement des égorgés de « communistes » pro-russes est-il soudain passé dans le camp de la « lutte contre le révisionnisme soviétique » ? La Chine s'est-elle découverte tout à coup une irrésistible passion pour l'indépendance du lointain Soudan ?

La réalité est tout autre et le cynisme ne l'y dispute qu'à l'impureté politique. Le capital yankee domina la planète en corrompant directement les classes les plus corrompues et réactionnaires des pays qu'il voulait soumettre. Le nouvel empire des tsars s'efforça de s'appuyer tantôt sur la petite bourgeoisie et l'aristocratie ouvrière locale, tantôt sur des prêts de développement moins chers que ceux du grand concurrent. La Chine offre de moins en moins son idéologie de guerre populaire aux mouvements nationaux du tiers monde qu'elle veut influencer, et de plus en plus sa pacotille « made in China ». Chaque marchand vend ce qu'il a. Et la Chine semble être arrivée à des prodiges d'ascétisme immédiat en vue de félicités futures : elle offre des prêts sans intérêt !

La Russie et la Chine « soutiennent » le Vietnam face aux Etats-Unis. La Chine et les Etats-Unis « soutiennent » le Pakistan face à l'Inde, que « soutient » la Russie. La Russie, les Etats-Unis et la Chine soutiennent, ou plutôt courtisent le gouvernement de M. Bandaranaike, qui écrase une insurrection de paysans gâcheux et qui, semble-t-il, ne dépendent de personne.

Qui ne voit pas là une lutte à couteaux tirés entre « grandes puissances », pour le partage des sphères d'influence, pour la répartition des marchés et la domination des petits peuples ? A part trotskystes et maoïstes d'occident, personne. Les journaliers bourgeois se meuvent bien sûr à cent coudées au-dessus de ces marxistes de carnaval. Les grandes puissances savent ce qu'elles font. Et les petits pays ? Les petits pays aussi !

Loin de « lutter contre l'impérialisme », loin de vouloir soulever les masses paysannes pour une révolution démocratique bourgeoise radicale, menée à son terme sans défaillance, les gouvernements modérés ou « révolutionnaires » des petits pays, marchant, en l'ouvoyant, leur « développement » aux grandes puissances et jouent en fin de compte un simple jeu de bascule pour savoir à qui il sera le plus avantageux de se vendre. C'était la politique de Nasser, c'est celle de M. Gandhi et Nemeiry a prouvé qu'il était de cette race. Il se rapprocha un instant de Moscou. La « révolution » soudanaise proposa même un poste de ministre à Madghoub, qui refusa. Le retour du pendule a fait qu'il a été pendu par ceux qui auraient pu être ses collègues. Nemeiry s'est maintenant tourné vers Pékin, peut-être pour un bref instant.

Avec ses mains sanglantes, il cherche un pot de peinture rouge. Il lui faut un « radicalisme », sans doute un peu nuancé. Un progressisme. Le vendredi 13 août, le « conseil du commandement de la révolution » promulgua une nouvelle constitution. Le Soudan est une « Démocratie Socialiste ».

Que les amis de Pékin ne se réjouissent pas trop vite, cependant. La lutte est difficile, l'adversaire est coriace et ne fait pas le moindre sentimentalisme. Pendant la chasse à courre et les exécutions des « communistes » pro-russes, le ministère de l'économie de Khartoum, démentant des informations hâtives et tendancieuses, a pu préciser que « les livraisons de produits soviétiques au Soudan n'ont pas été interrompues ».

programme communiste

Sous Presse : Le N° 51-52

SOMMAIRE

- ★ La Commune a été grande par ce qu'elle a été contrainte d'être, non par ce que ses artisans ont voulu qu'elle soit.
- ★ Le premier éveil du prolétariat polonais et ses causes.
- ★ En Angleterre aussi le capital veut faire porter au prolétariat le poids de la crise nationale et l'opportunisme l'appuie.
- ★ Trotsky et la gauche italienne.
- ★ En mémoire d'Amédéo Bordiga : La gauche communiste sur le chemin de la révolution. Le numéro 7 F - Commandes au « Prolétaire ».

Pour faire le point sur la "question chinoise"

(Le lecteur trouvera le début de cette série dans les n°s 82 à 109)

UNE « REVOLUTION » CONTRE LE PROLETARIAT

La révolution culturelle en Chine est finie ; la Chine peut s'offrir le luxe de nouer des échanges commerciaux de plus en plus vastes avec l'Occident ainsi que des relations diplomatiques, et même de définir, officieusement pour l'instant, les sous-fifres prochiinois comme des « traîtres à la solde du capitalisme ». Nous apprenons qu'à présent l'ordre règne et que de nombreux dirigeants des gardes rouges ont été fusillés. Sans doute les nouvelles qu'on peut avoir sur la Chine ne sont-elles pas toujours dignes de foi : il ne faut jamais prendre pour argent comptant les nouvelles transmises par cette curieuse espèce de la faune intellectuelle que sont les sinologues, ni celles des journalistes, et encore moins celles des agences de presse américaines. Mais il est désormais urgent de dresser un bilan de ce qu'a été la révolution culturelle, de ce qu'elle a signifié sur le plan national et international.

La révolution culturelle présente un tournant historique dans les rapports internationaux. Dès l'époque khrouchtchévienne, la Chine avait commencé à se libérer de l'influence soviétique, qui sous Staline en faisait une semi-colonie de l'U.R.S.S. Le retour des techniciens russes et le remboursement anticipé de certains emprunts signifiaient que la Chine devrait désormais s'engager dans une accumulation autonome forcée, du moins tant que les investissements russes ne seraient pas remplacés par ceux des « odieux » impérialistes européens et américains.

Mais ce brusque changement de direction sur le plan international exigeait une profonde transformation intérieure. Et les dirigeants chinois, même dociles, même « hommes pour toutes les saisons », ne pouvaient pas tous accepter les conséquences d'une telle transformation. Il fallait donc détruire le parti ou du moins le réduire à l'impuissance et le reconstituer ensuite par des bases différentes.

Selon Engels, il y a deux forces qui comptent dans une société : la force organisée de l'Etat, et la force désorganisée de la rue. Mao a eu l'habileté de les utiliser toutes les deux, non pour la révolution prolétarienne, comme il le dit, mais pour la grandeur de la Chine bourgeoise. Comme « force de la rue », il ne s'est pas servi des ouvriers, mais surtout des étudiants, qui peuvent avoir l'illusion d'être la catégorie la plus consciente de la société, mais qui en réalité en constituent la partie la plus manœuvrable, disponible pour toutes les aventures, du fascisme au pseudo-communisme, et bien sûr toujours persuadée qu'elle fait la révolution. Après la révolution culturelle, l'armée ou du moins les chefs, a été récompensée par de nombreux avantages, tandis que les étudiants ont été renvoyés à l'école et même pour certains d'entre eux, expédiés en prison.

La révolution culturelle a fixé définitivement ce qui auparavant n'était qu'une possibilité. Aujourd'hui en effet nous pouvons dire qu'avant la révolution culturelle l'antagonisme russo-chinois avait pu se résorber et la Chine retomber sous la coupe de l'U.R.S.S., ne fût-ce que pour résister à l'extension américaine dans l'Asie du Sud-Est. Effectivement, durant l'escalade américaine, un large secteur du parti était favorable à un rapprochement avec l'U.R.S.S., de façon à bloquer l'expansion américaine au Vietnam.

Un accord de la Chine et de l'U.R.S.S. aurait cependant représenté la pire solution pour la révolution mondiale, car il aurait rafistolé le front de l'opportunisme pseudo-communiste. Sans prétendre faire de comparaisons trop précises, nous dirons que, de même que la victoire nazie en Allemagne impliquait obligatoirement le passage de l'Allemagne dans le camp opposé à ce-

lui de la France et de l'Angleterre, de même la révolution culturelle dresse inégalement la Chine et l'U.R.S.S. L'une contre l'autre et, si la révolution n'arrête pas la course démente du capitalisme vers la troisième guerre mondiale, elles seront les protagonistes du plus grand massacre de l'histoire.

Cet antagonisme, du point de vue révolutionnaire, comporte un avantage et un inconvénient : un avantage, parce que les faux communistes russes et chinois apparaîtront pour ce qu'ils sont, c'est-à-dire des social-chauvins qui se démasquent l'un l'autre. En effet, ce qui a trompé les ouvriers dans la deuxième guerre mondiale, c'est que tous les opportunistes, social-communistes ou social-démocrates, étaient dans le même camp, de sorte que les ouvriers ont cru que participer à la guerre signifiait combattre pour la révolution. Au contraire dans une troisième guerre mondiale éventuelle, on retrouverait la situation de la première guerre, avec des social-chauvins des deux côtés, et donc une meilleure possibilité, pour le prolétariat, de démasquer l'opportunisme. Le côté négatif, par contre, c'est que l'antagonisme russo-chinois pourrait permettre aux Etats-Unis de jouer sur deux tableaux, d'épuiser les deux antagonistes, de façon à intervenir finalement en maîtres, comme dans les deux guerres mondiales précédentes. Mais cette éventualité dépendra également des rapports de forces entre les Etats-Unis et les autres brigands impérialistes, européens et japonais.

Pour pouvoir réaliser son plan d'indépendance nationale, Mao n'avait qu'un moyen : plier les masses laborieuses à un productivisme épuisant, de façon à obtenir une accumulation accélérée. Ne pouvant suivre la voie russe, celle des primes de production, qui n'est concevable que dans le cas d'un capitalisme déjà mûr, il a dû suivre la voie qui est celle de tous les capitalistes jeunes (et tous les mensonges chinois n'y changeront rien) la voie puritaine de l'idéalisation du travail. Les calvinistes, ces bourgeois pur sang du capitalisme européen naissant, ne faisaient-ils pas de la productivité, du travail et de l'épargne leur profession de foi ? Qu'y a-t-il de différent dans la devise des maoïstes : « Tenir bon dans la révolution, et augmenter la production » ? Sans doute ces derniers se définissent-ils comme « communistes » et refusent-ils le voile de la religion, mais le fond est le même.

Les professeurs bourgeois se sont toujours gargarisés de l'argument suivant : « Marx considère la lutte de classes comme le moteur de l'histoire, mais ensuite il préconise une société sans classes. La société socialiste, sans classes, n'aurait pas de dialectique, ce serait une société statique, une société morte ». Mao, toujours attentif à la voix des intel-

lectuels, tend l'oreille et répond : « Mais non : dans la société socialiste les classes existent toujours, et la lutte de classe doit être menée à tous les niveaux, dans l'organisation du parti et de l'Etat ». Ces affirmations, qui reviennent souvent pendant la révolution culturelle sont un aveu précieux d'anti-marxisme : non seulement on trompe grossièrement les gens sur la nature de la société socialiste, mais on déclare que le parti et l'Etat chinois sont divisés par une lutte de classes, ce qui avoue implicitement le caractère interclassiste des deux organismes.

Selon la propagande maoïste, la lutte contre les révisionnistes russes et la lutte contre les antimaoïstes en Chine s'unissent dans une même intransigeance révolutionnaire. La première serait une lutte contre la dégénérescence du communisme international, la seconde une sorte de vaccination à l'usage de la société chinoise, pour l'empêcher d'être contaminée par l'infection khrouchtchévienne.

Un des points fondamentaux qui opposent maoïstes et anti-maoïstes porte sur la manière de faire la guerre. Les maoïstes sont pour la guérilla, les anti-maoïstes pour la guerre traditionnelle.

Cette priorité donnée à la guérilla n'est pas un expédient technique, mais une solution politique. Pour le comprendre, il suffit de lire un passage célèbre de l'article « Vive la victorieuse guerre du peuple » : « En envahissant ces pays, les impérialistes ont toujours occupé les grandes villes et les voies de communication imposantes ; ils n'ont jamais réussi à contrôler entièrement les vastes régions rurales. La campagne, seule, est un monde sans frontière où les révolutionnaires peuvent agir en toute liberté, seule la campagne représente la base dont les révolutionnaires peuvent partir pour la victoire finale ».

La guerre traditionnelle suppose une forte prééminence de l'industrie lourde et donc un assujettissement de la Chine à l'U.R.S.S., car la Chine aurait besoin de l'aide technologique et financière russe. La guerre de guérilla, au contraire, mise entièrement sur le matériel humain. Sur le plan industriel, dans les pays sous-développés, le capitalisme mise sur le facteur humain, en employant des masses énormes de travailleurs sous-payés et peu de machines : de même, la Chine a compris qu'elle ne peut affronter les colosses impérialistes sur le plan purement technique. En outre l'armée traditionnelle opère sur un territoire relativement étranger : elle mise sur l'occupation du territoire et ne se préoccupe guère de ce que les habitants lui soient hostiles. L'armée de guérilla, au contraire, tire sa force vitale de la collaboration des paysans.

C'est ainsi que le maoïsme réussit à intégrer la paysannerie à son programme de développement national. La Chine est trop faible, industriellement, pour se passer de l'aide politique et militaire des paysans, soigneusement endoctrinés. Le développement qui favorisait l'industrialisation au dépens de l'agriculture. Pour Mao, c'est l'agriculture précisément qui doit fournir la base de l'accumulation. C'est pourquoi il a besoin de créer le mythe du paysan-guérillero - protecteur - héros social d'une double guerre, militaire et productive, pour la grandeur de la nation chinoise. Le soldat, c'est donc le paysan en armes et l'armée devient un magnifique moyen de pression sur le prolétariat urbain.

Il n'est d'ailleurs pas dit que l'industrialisation d'un pays dépende exclusivement d'un choix en faveur de l'industrie lourde. D'un point de

vue purement capitaliste, la politique maoïste n'est pas fautive, et ce pour toute une série de raisons. D'abord, la rotation du capital est beaucoup plus rapide dans l'industrie légère que dans l'industrie lourde ; et puis un pays exploite les ressources dont il peut disposer. Or la Chine est très différente du Japon, par exemple, où la faible étendue de sol cultivable a très tôt orienté le pays vers l'industrie. La Chine pourrait (mais ce n'est qu'une hypothèse) choisir entre deux voies : une industrialisation rapide, qui demanderait un afflux énorme de crédits de l'étranger et mettrait la Chine sous la coupe d'un des géants de l'impérialisme mondial ; ou bien un début d'accumulation dans l'agriculture et l'industrie légère, en exploitant les millions de bras dont elle dispose, et les plaines très fertiles qui la caractérisent. C'est pourquoi le choix de la campagne n'est pas un choix anti-capitaliste, mais une solution qui fait de la paysannerie le garant et le complice du capitalisme, en chatouillant ses velléités naïvement bourgeoises.

L'énorme importance que le maoïsme accorde à l'armée, encensée dans la mythologie de la guerre de libération, ne doit pas nous faire tomber dans une explication à l'américaine de la révolution culturelle. Pour les agences américaines, en effet, tout est simple : le pouvoir est passé de la bureaucratie à l'armée. Mais parler d'une dictature de l'armée, comme forme particulière d'Etat, n'a aucun sens : pas plus que la bureaucratie, l'armée n'est une classe. Dans les pays sous-développés, où il n'y a pas de forte bourgeoisie et où celle-ci ne peut pas être remplacée de managers, c'est l'armée qui joue son rôle en imposant l'accumulation (c'est le cas par exemple du nassérisme).

L'armée maoïste, fortement politisée, tend même à remplir certaines tâches du parti et c'est là que se révèle le plus nettement le révisionnisme des maoïstes. Dans une authentique dictature du prolétariat on ne devrait jamais renverser la pyramide dont le sommet doit être représenté par le parti et où ni les syndicats, ni les organes de l'Etat, ni surtout l'armée, ne peuvent prétendre à une suprématie idéologique. Mao dit au contraire que c'est l'armée qui doit donner des leçons au peuple.

Depuis juin 1965 a commencé une politisation croissante de l'armée. Pour des raisons purement démagogiques, les distinctions de grades et les uniformes spéciaux des officiers supérieurs furent abolis. Certains groupes, par exemple l'« Organisation du 16 mai » ou « Groupe 516 », voulaient un égalitarisme plus prononcé. Blumer écrit : « Cette organisation voulait introduire la révolution culturelle dans l'armée par un mouvement de masse : en treprise presque impossible, qui devait nécessairement entrer en contradiction avec le principe de la structure militaire ».

Il est clair que toute mesure de démocratisation tend à affaiblir l'armée. Trotsky conseillait de lancer le mot d'ordre de la démocratie dans l'armée précisément pour affaiblir l'Etat bourgeois. Mais Mao veut éviter que tous les secteurs essentiels de la vie chinoise, ouvriers, paysans, soldats, soient touchés par des troubles. Il n'insiste jamais pour qu'on introduise toutes les techniques de la révolution culturelle dans les campagnes, de peur de compromettre la récolte. Seuls les étudiants ont le champ libre : on les invite à voyager et on leur donne même des cartes de transport gratuites. Les étudiants devaient remplir des tâches de propagande et attaquer

adversaires de Mao dans le parti, ou plutôt réorganiser le parti lui-même. Le parti était présenté comme un repaire de révisionnistes, les soldats et les étudiants comme les révolutionnaires authentiques (le livre et le fusil...).

La comparaison entre antimaoïstes et révisionnistes russes est constante. Voici un passage du « Renmin Ribao », cité par Blumer : « L'institution de cette couche privilégiée (c'est-à-dire les cadres du parti) par la clique révisionniste de Khrouchtchev a créé la base sociale pour la restauration du capitalisme en Russie. En abusant de leur pouvoir pour contrôler la production et le niveau de vie, ils s'approprient les fruits du travail du peuple soviétique, ils ont altéré le système de rétributions du travail, si bien que l'industrie, les mines et les collectives agricoles sont devenus des moyens de lucre. Le système socialiste de la propriété collective s'altère de plus en plus et à la longue il n'en restera plus que le nom, car en réalité il a dégénéré en système de propriété privée d'une couche privilégiée ».

Et les maoïstes se vantent d'appliquer cette brillante analyse à la société chinoise. Mais ici il est clair que les thèses des maoïstes ne diffèrent guère de celles des bourgeois, des trotskystes dégénérés et (à part la sympathie pour l'armée) des anarchistes. Le coupable, pour les maoïstes, c'est une « clique », c'est-à-dire finalement l'ennemi n° 1 de tous les libertaires, le Pouvoir avec un P majuscule. Ces gens, poussés par la méchanceté de la nature humaine, auraient transformé le pouvoir public en une forme déguisée de propriété. Voilà bien un marxisme qui « marche sur la tête », c'est-à-dire un idéalisme. Ce n'est pas la structure économique et sociale de la Russie et la contre-révolution internationale qui auraient fait dégénérer puis détruit le pouvoir prolétarien en Russie, mais c'est le pouvoir « corrupteur » qui aurait fait dégénérer une économie socialiste. A part le fait que Mao ne pourra jamais nous expliquer comment une « clique » peut se maintenir au pouvoir dans un Etat où toute la société est saine et lutte contre elle (les maoïstes théorisent un véritable blanquisme à l'envers à l'usage des contre-révolutionnaires khrouchtchéviens), il faut en venir à cette conclusion : il est nécessaire d'ôter le pouvoir au parti, ce qui est vraiment la négation du marxisme. Mao propose cependant une autre variante : mettre le parti sous la tutelle de l'armée (c'est ce qu'on appelle le « trois en un »). Qu'on nous comprenne bien : nous sommes parfaitement convaincus que le parti communiste chinois est un repaire de contre-révolutionnaires, et nous l'avons affirmé bien avant les maoïstes. Mais nous refusons de considérer comme des révolutionnaires ceux qui combattent le P.C. chinois au nom de l'armée de libération nationale.

Le caractère contre-révolutionnaire du maoïsme apparaît également à l'analyse de certains documents officiels qui, tout en étant souvent assez vagues pour mériter le nom de « logorrhée pseudo-révolutionnaire », révèlent cependant par endroits la fonction politique du maoïsme. Il suffit de voir les fameux 16 points du 8 août 1966, dont nous citerons quelques passages : « La direction du parti devrait consacrer toutes ses forces à découvrir les forces de gauche pour les développer et les renforcer, et pour s'appuyer ferme-ment sur la gauche révolutionnaire. Pendant le mouvement, il est impératif de s'isoler complètement

SOUDAN :

La bourgeoisie remercie ses valets

(Suite de la 1^{re} page)

LES MARCHANDS DE CANONS

La bourgeoisie des pays sous-développés est bien incapable de remplir son rôle historique. Il s'agit généralement d'une bourgeoisie compradore issue de la féodalité. Elle ne saurait donc remettre en cause les structures qui assurent sa puissance. Au Soudan, où 90 % des 15 millions d'habitants vivent à la campagne, généralement hors du circuit monétaire, l'absence de marché intérieur interdit le développement d'un capitalisme industriel.

L'économie est entièrement aux mains de l'impérialisme : le Soudan tire 60 % de ses recettes d'exportation de la récolte du coton. Comme la plupart des pays du Tiers-Monde, le pays dépend de sa monoproduction, donc des spéculateurs de Londres... ou de Moscou. Car l'U.R.S.S., par le biais des livraisons d'armes, s'est assurée la majeure partie des exportations de coton : elle en paie le quart en devises, le reste en avions et chars d'assaut. De ce coton, l'U.R.S.S. n'a que faire : elle le revend à l'Inde, pesant ainsi sur les cours mondiaux.

Cette politique de grande puissance n'est pas pour nous surprendre : Nous savons déjà que l'U.R.S.S. s'est assurée dans son glacis européen de fructueux marchés que certains pays de l'Est ont pudiquement appelé « échanges inégaux ». C'est ainsi que la Tchécoslovaquie, principale victi-

me du prix imposé russe, payait, en 1961, le pétrole 20,80 roubles à la tonne quand le prix du marché était de 10 et le prix de vente aux Occidentaux entre 6 et 8 (Michel Salomon dans « Méditerranée rouge », p. 345). C'est ce juteux marché que les troupes russes sont venues défendre à Prague en 1968.

Or, elles ne sauraient intervenir hors de la zone d'influence concédée à Yalta. Kennedy l'a rappelé lors de l'affaire des fusées à Cuba. Mais l'impérialisme a d'autres ressources : « L'U.R.S.S. n'achète que si les prix du marché lui conviennent, c'est-à-dire en faisant intervenir les jeux du marché concurrentiel. Si l'on analyse, pour une longue période, les importations soviétiques en provenance du Tiers-Monde, on constate que le volume des achats a tendance à baisser lorsque les prix du marché sont en hausse, et à l'inverse les achats augmentent lorsque les prix sont en baisse » (« le Monde », 29-9-70). Moscou se comporte donc comme un vulgaire banquier de la City. « Nous sommes loin », ajoute l'auteur de l'étude, « de cette aide désintéressée, des relations commerciales mutuellement avantageuses et équilibrées et de la stabilité des échanges que sont censés procurer les accords commerciaux à longs termes ».

VOIE NATIONALE AU SOCIALISME : UNE IMPASSE

Lorsque Nemeiry prend le pouvoir, « l'aide » russe s'accroît. L'armée, seule puissance organisée du pays, doit naviguer au plus juste entre la droite et la gauche. Dans un contexte de lutte tribale c'est la seule force capable d'unifier le pays, la seule, avec son rival le P.C. soudanais. C'est pourquoi Nemeiry est bien obligé d'accepter son aide pour écraser une révolte de la secte des Ansars au début de 1970. Une semaine après, le chef du P.C. est expulsé. En novembre, les 3 ministres proches du P.C. sont écartés, l'armée épurée, Mahjoub arrêté. Au début de 1971, les organisations de masse du P.C. sont dissoutes. En juillet, ce sera l'hali-

sère, surtout celle des campagnes la moindre évolution mettra en route un processus irréversible.

Le coup d'Etat du 19 juillet fut l'œuvre d'une poignée de militaires. Le P.C. ne pouvait mobiliser la paysannerie et le prolétariat urbain. Car si, par son idéologie nationaliste, il interdit toute solution révolutionnaire au problème des masses misérables, il ne peut susciter, par son programme de collaboration de classe, les énergies nécessaires à écraser la réaction arabe. Aidé puissamment par la Sainte Alliance égypto-libyenne, Nemeiry a pu exterminer les chefs du P.C. soudanais sans craindre la réaction du prolétariat de Khartoum. Ce dernier n'avait-il pas été encouragé pendant deux ans, à soutenir le régime ? « Mahjoub n'avait-il pas envoyé « des centaines de volontaires « pour se battre sur les bords du canal en 1956 », demande Sammed El Masri (le Monde, 11-8-71) ? L'intellectuel égyptien ajoute : « Pourtant, Mahjoub et ses camarades ont été assassinés « par des hommes et des armes « venant d'Egypte ; des armes soviétiques destinées, à l'origine « à libérer l'Egypte de l'occupation israélienne ».

Sa sale besogne accomplie, Nemeiry pourra reprendre son rôle d'entremetteur. La Chine n'a-t-elle pas déclaré qu'elle était prête à prendre la relève de Moscou ?

Pékin n'apportera pas davantage de réponse à l'angoissante misère des pays sous-développés. Seul, le prolétariat des pays industriels pourra porter le coup mortel à l'impérialisme. En attendant, les 5 millions de Noirs anarchistes du Sud soudanais connaîtront encore la sauvage répression du pouvoir central. Déjà 500.000 morts ! Mais que la conscience universelle se rassure : le napalm est déversé par des Migs soviétiques.

Ce scénario, nous le connaissons bien : dans tout le monde arabe, les « communistes » sont toujours passés de la prison au gouvernement, du gouvernement à la potence. Pourtant, Mahjoub déclarera à ses juges : « Vous qui partenez à un mouvement politique nationaliste arabe qui n'a toujours pas compris les dimensions nationales, progressistes et démocratiques du parti communiste ». Et il dira par ailleurs : « La liste de candidats ministériels que vous avez sous les yeux (établie par le P.C.) comprend des personnalités (...) que nous considérons comme étant des patriotes ». En d'autres termes, le secrétaire du P.C. crie à ses bourreaux : nous sommes vos meilleurs alliés.

Les P.C. sont en effet les meilleurs chiens de garde du régime bourgeois. Ils sont les seuls à pouvoir enrôler efficacement un prolétariat naissant misérable et la multitude des paysans pauvres. Mais toutes les bourgeoisies se ressemblent : elles sont prêtes à se jeter dans les bras de la réaction plutôt que de voir remettre en cause leur pouvoir. Car elles savent que, devant l'immense mi-

Pour faire le point sur la question chinoise

(Suite de la page 3)

« ment la droite la plus réactionnaire, d'attirer à soi le centre et de se rallier la grande majorité, et ainsi à la fin du mouvement nous aurons réussi à faire l'unité de plus de 95 % des fonctionnaires et des masses ». Et plus loin : « Il faut bien prendre garde de distinguer rigoureusement entre les intellectuels bourgeois réactionnaires et les autorités réactionnaires d'une part et les simples conformistes bourgeois de l'autre ».

Rappelons-nous Lénine, qui recommandait au parti de ne pas consacrer toutes ses forces à combattre la droite ; qui se démasque d'elle-même, mais de combattre surtout la fausse gauche, le centrisme, bourreau déguisé en révolutionnaire. En recherchant l'alliance de 95 % des fonctionnaires et des masses Mao

se révèle comme le vrai représentant de la bourgeoisie chinoise (la bourgeoisie n'essaie-t-elle pas toujours de faire croire que ses propres intérêts coïncident avec ceux de la collectivité ?) et il n'a plus à sa droite que quelques larbins déclarés de la Russie ou des Etats-Unis

C'est la lutte contre le prolétariat qui se cache sous la lutte contre l'économisme. Comme nous l'avons vu, les maoïstes avaient lâché des milliers d'étudiants sur la Chine, en leur distribuant des cartes de voyage gratuites. Les adversaires de Mao crurent pouvoir faire de même avec des groupes d'ouvriers, qu'ils voulaient envoyer à Pékin protester contre les maoïstes. On leur donna la permission de quitter leur travail, s'ils avaient une activité politique. On donna de l'argent aux ouvriers sous forme de remboursement de frais, d'augmentations de salaires, etc... Beaucoup d'ouvriers à ce que racontent scandalisés, les experts — prirent l'argent et allèrent s'acheter une bicyclette : ceux-là au moins avaient compris qu'aucune des deux factions n'avaient rien à voir avec l'internationalisme prolétarien ; d'autres se mirent en route. Mais du coup un des piliers du maoïsme, la productivité, se trouvait ébranlé.

Voilà comment les « rebelles », c'est-à-dire les maoïstes orthodoxes, réagissent. Nous citons certains passages tirés des dix points de la minorité ouvrière et du « Communiqué urgent » du 19-1-1967 : « Tous les ouvriers, les fonctionnaires et les étudiants doivent appliquer la disposition suivante : augmenter la production et lever fermement le drapeau de la révolution. Ils ne doivent pas quitter leur lieu de travail, et servir d'exemple aux autres ». « Pour l'instant, l'argent liquide de toutes les unités doit être

« gelé. La minorité devra surveiller tous les fonctionnaires des Finances, afin que l'économie ne se trouve pas en danger ». « Il est interdit d'occuper arbitrairement les habitations et les locaux des capitalistes. La chose doit être contrôlée par les autorités de la ville. Les responsables de telles actions doivent être punis. Ceux qui auraient éventuellement occupé de tels locaux doivent les évacuer dans la semaine ». Voilà ce que les « rebelles » reprochent à leurs adversaires : « Ils en viennent même à pousser les dockers à quitter le travail, ce qui gêne considérablement l'activité de notre port, et porte atteinte au prestige international de notre pays ». Ne croirait-on pas entendre des fascistes pester contre les grèves et les luttes ouvrières ?

Mais continuons les citations : « Ils augmentent les salaires et les indemnités et distribuent sans discernement des prébendes et des subventions ». Naturellement les maoïstes se proposent de convaincre les ouvriers de reprendre le travail. La question des salaires sera traitée « plus tard », après la « révolution ».

« Certains dirigeants, pour dresser les ouvriers contre les étudiants, saboter l'accord des ouvriers et des étudiants et faire de la propagande pour une évolution pacifique, ont augmenté les salaires. Il s'agit de systèmes nettement révisionnistes, qui doivent être rigoureusement interdits à dater de la publication de ce document ».

« Révisionnistes » par rapport à quoi ? par rapport à un système fondé sur les bas salaires, le seul pouvant permettre à la nation chinoise de réaliser ses rêves de grandeur en concurrence avec les impérialistes les plus décrépits et les plus putrides.

FIN

Lutte Ouvrière : Plus bolchevik que les bolcheviks

(Suite de la 1^{re} page)

premier acte du militant soit de s'isoler et de mépriser tout ce qui n'entre pas dans le schéma préétabli de la prise de conscience. « C'est vrai que la vie d'exploité n'est pas tolérable (...) ». Mais « c'est justement pourquoi le travailleur qui n'accepte pas cette exploitation et qui veut lutter pour mener une autre vie se doit de mépriser ce genre de refuge morbide et de s'élever contre toutes les drogues physiques... et morales ».

On ose supposer que le réformisme n'est pas au nombre des « drogues morales » car L.O. est en bonne place parmi ses pourvoyeurs... Qui d'autre propose des revendications « transitoires » en les présentant comme « possibles », dans un but il est vrai pédagogique (toujours cet éternel retard de la conscience...). Aujourd'hui plus que jamais c'est l'« utopie » qui est prolétarienne et le « possible » réactionnaire. Le rejet des « paradis artificiels », comme l'apologie de la conscience et du « réalisme » cachent l'immense incompréhension de L.O. (et avec elle de la quasi totalité des groupes révolutionnaires) devant l'évolution actuelle du capitalisme et par conséquent devant le communisme futur.

L.O. identifie une fois pour toute exploitation économique et oppression sociale et passe à côté de ce phénomène révolutionnaire qu'est l'extension de cette oppression, alors que l'exploitation au sens étroit du terme se stabilise voire régresse. Prodigue en contradictions, L.O. réussit à être à la fois ouvrieriste et interclassiste : la fidélité superficielle au bolchevisme lui fait poser la lutte « syndicale » comme le point de rencontre privilégié entre la conscience (l'avant garde) et la spontanéité (les masses). Aussi toute expression directement politique se voit sommée de rentrer dans le schéma et on oublie au passage le nécessaire dépassement politique de toute lutte immédiate (Nécessaire à la révolution s'entend, et non pas automatique comme se l'imaginent les spontanéistes).

En bref, L.O., dans sa définition du militant extérieur : au mouvement à la direction duquel il postule, dans son intolérable prétention à être à l'abri de la décomposition sociale simplement en ayant conscience, dans son mépris pour cette décomposition elle-même qui pose pourtant l'urgence de la révolution, dans son ouvrierisme et son syndicalisme étroits, manifeste l'éternel opportunisme de préférer la forme du contenu.

Directeur-Gérant F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO-IMP » 135, Boulevard Schloesing MARSEILLE (X^e) - Tel. 77-92-48

Distribué par les N. M. P. P.

A quoi sert la nationalisation des monopoles ?

Face à la « pression du dollar », l'« Humanité » se pose une fois de plus en véritable défenseur des « intérêts de notre pays ». A la « volonté des grands financiers, de tenter de régler leurs difficultés, comme toujours, sur le dos de la classe laborieuse », elle oppose « une France démocratique », qui « aurait plus de poids sur la scène internationale, que la France pillée par les monopoles », et « serait en mesure, notamment grâce à des nationalisations démocratiques, et un puissant élan populaire, d'asseoir sa monnaie sur une économie saine ». Donc, « la clé de la situation politique est dans la conclusion d'une solide alliance de la gauche », permettant de « substituer une autre majorité », à la majorité actuelle, estimée « nocive ».

Pour les véritables communistes, l'exploitation du prolétariat n'est pas le fruit de la « volonté des grands financiers », mais la base même sur laquelle, repose le système capitaliste. Les nationalisations, loin d'être des mesures « de transition » vers le socialisme, n'ont pour but, comme l'a montré Lénine, que de défendre les intérêts généraux du capital national. Ainsi, aux revendications des travailleurs en grève des mines de cuivre nationalisées d'EL SALVADOR au CHILI, le gouvernement d'unité populaire, oppose les nécessités du marché international, expliquant que des augmentations de salaire trop importantes conduiraient à la faillite.

L'avantage incontestable d'un gouvernement « de gauche » sur les appareils bourgeois traditionnels, Allendé l'explique lui-même : Point n'est besoin, pour exploiter les travailleurs d'appliquer « la politique de la main lourde » : Il suffit de faire comprendre aux mineurs, « qu'ils font partie du gouvernement ». D'ailleurs le secrétaire général de la centrale unique des travailleurs, leur explique, que leur « retour au travail ne serait pas une défaite, mais un triomphe de l'esprit de solidarité, envers l'ensemble des travailleurs chiliens et la cause révolutionnaire ».

Toujours à propos de la grève d'EL SALVADOR, citons un entrefilet de l'« Humanité » :

« On estime dans les milieux proches du gouvernement que l'intransigence de certains est favorisée par des secteurs opposés au gouvernement et à la nationalisation des entreprises américaines du cuivre ». Donc, sous un gouvernement populaire, et dans une entreprise nationalisée, la grève devient l'« arme des trusts ».

De même, devant la grève de 8.000 ouvriers agricoles, avec occupation des fermes, dans le Sud du Chili, les dirigeants du consortium des sociétés agricoles invoquent l'intérêt bien compris, du pays, pour demander au « gouvernement des travailleurs » d'agir avec fermeté contre les occupations d'entreprises.

Ainsi, au Chili comme ailleurs, les « voies nationales au socialisme » révèlent leur véritable objet : La défense du capital national. C'est cela même que préconise en France le P.C.F., face à la « pression du dollar ». Mais en France comme au Chili, cela suppose l'exploitation du prolétariat, qui persistera aussi longtemps que le capitalisme lui-même. Les premiers signes de la crise du capitalisme, provoquant l'agitation dérisoire des marionnettes de la « solution de rechange », des réformistes de toutes nuances, prêts à tout pour en limiter les effets et en empêcher l'extension. Les communistes, eux, saluent ces premiers coups de vent, encore faibles, comme l'annonce des tempêtes futures qui balayeront le vieil ordre social en putréfaction, et avec lui, définitivement, toute forme d'exploitation.

Correspondance :

« le prolétaire »
B.P. 375, MARSEILLE-Colbert

Versements :

« le prolétaire »
C. C. P. 2202-22, MARSEILLE

Abonnements :

« le prolétaire »
1 an : 10 F (100 FB)
6 mois : 5 F (50 FB)
(pli fermé : 15 et 7,50 F)
« programme communiste »
1 an : 15 F (150 FB)
« programme communiste »
et « le prolétaire »
1 an : 25 F (250 FB)

Bulletin d'abonnement

NOM :
Prénoms :
Adresse :

★ « prolétaire » : 6 mois.
★ « prolétaire » : 1 an.
★ « programme communiste »
★ combiné.

(entourer l'étoile)